

## *Le président Bourguiba à Ottawa*

“GRÂCE à sa compréhension et à sa sagesse, il a influencé les destinées de son pays ainsi que les grands problèmes internationaux, surtout ceux qui préoccupent l’univers arabe et les pays africains.” C’est en ces termes que le secrétaire d’État aux Affaires extérieures, M. Howard C. Green, a présenté aux Communes le président de la République de Tunisie, M. Habib Bourguiba, qui a séjourné au Canada en visite officielle du 1<sup>er</sup> mai au 3 mai dernier. Le président était accompagné de son épouse, de cinq membres de son cabinet, de son fils Habib Bourguiba, ambassadeur de Tunisie au Canada, et de l’épouse de ce dernier.

Dans leur communiqué de presse à la fin de la visite, MM. Bourguiba et Diefenbaker ont exprimé leur satisfaction profonde en constatant une fois de plus qu’une amitié sincère unissait leurs deux pays et que leurs gouvernements respectifs agissaient de concert sur la scène internationale, notamment au sein des Nations Unies. Au cours d’entretiens, auxquels ont pris part M. Green et M. Sadok Mokaddem, secrétaire d’État de Tunisie aux Affaires étrangères, MM. Diefenbaker et Bourguiba ont passé en revue nombre de problèmes du monde libre, et notamment ceux que pose actuellement la République du Congo.

### **L’indépendance de la Tunisie**

Le président Bourguiba est devenu premier ministre de Tunisie le 14 avril 1956, peu après la signature de l’accord par lequel la France accordait à la Tunisie son indépendance. Environ 15 mois plus tard, il accédait au poste de chef de l’État, lorsque l’Assemblée constituante a aboli la monarchie et a proclamé la république. Il a été réélu le 8 novembre 1959.

Né en 1903, M. Bourguiba a fait ses études supérieures à l’École libre des sciences politiques et à l’Université de Paris. Tout jeune, il s’intéressait déjà à la politique et à la cause de l’indépendance tunisienne. En 1921 il s’est inscrit au parti Destour, mais il en est sorti en 1934 pour fonder le Néo-Destour, dont il est demeuré le chef.

Les Français, qui avaient établi un protectorat en Tunisie en 1881, mirent le Néo-Destour hors la loi. M. Bourguiba commença alors une lutte de 22 ans, pour l’indépendance de son pays. Incarcéré à plusieurs reprises dans les prisons de France, il revint en Tunisie à la suite de l’accord franco-tunisien de juin 1955 qui accorda à la Tunisie un gouvernement indépendant.

La lutte obstinée que M. Bourguiba a menée pour libérer son pays n’a jamais amoindri sa conviction que la Tunisie et les autres États nord-africains ne sauraient se passer de rapports étroits et amicaux avec l’Occident, et tout spécialement avec la France et les pays riverains de la Méditerranée. C’est pourquoi le président Bourguiba a joué le rôle d’intermédiaire entre le Gouvernement français